ASSEMBLÉE NATIONALE

12 novembre 2024

PLF POUR 2025 - (N° 324)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N° II-3922

présenté par

Mme Keloua Hachi, Mme Céline Hervieu, M. Emmanuel Grégoire, M. Courbon, Mme Hadizadeh,
Mme Herouin-Léautey, M. Proença, Mme Rouaux et les membres du groupe Socialistes et
apparentés

ARTICLE 42**ÉTAT B****Mission « Médias, livre et industries culturelles »**

Sous réserve de son traitement par les services de l'Assemblée nationale et de sa recevabilité

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

(en euros)

Programmes	+	-
Presse et médias	0	0
Livre et industries culturelles	0	400 000
Aide au déploiement du DAB+ (<i>ligne nouvelle</i>)	400 000	0
TOTAUX	400 000	400 000
SOLDE	0	

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement d'appel vise à attirer l'attention du Gouvernement sur les enjeux du déploiement de la diffusion numérique terrestre DAB+.

Le DAB+ (Digital Audio Broadcasting en anglais, le “+” désigne une évolution de la technologie plus performante) utilise le réseau de diffusion numérique terrestre. Actuellement en cours de déploiement, près de 60% du territoire français est couvert.

Cette technologie permet à plusieurs radios d’émettre sur la même fréquence et de se regrouper à travers des multiplex des multiplex ou ensembles. A terme, la diffusion en DAB+ est un moyen de diffusion plus économique.

Le déploiement du DAB+ est une transformation importante dont les risques doivent être anticipés et maîtrisés. Pour cela, il est nécessaire qu’une méthode progressive et coordonnée soit mise en place.

Dans son Livre blanc pour la Radio, l’Arcom propose une trajectoire pour atteindre une radiodiffusion majoritairement numérique d’ici la fin de l’année 2033. Pendant cette période de transition, la plupart des radios doivent assurer une double diffusion FM et DAB+, ce qui engendre des surcoûts importants.

Cet amendement a pour but d’alerter sur la nécessité de faciliter le déploiement du DAB+ et de veiller à limiter les disparités territoriales, les potentielles conséquences en termes de concentration et de fragilisation des modèles économiques des radios. Mais surtout de communiquer largement auprès des auditeurs afin de faire un travail de pédagogie pour informer de ces évolutions.

Afin d’assurer sa recevabilité financière, cet amendement de crédits :

- Augmente de 400 000 euros les autorisations d’engagement et crédits de paiement d’un nouveau programme intitulé « Aide au déploiement du DAB+ »
- Retire 400 000 euros, en AE et CP, de l’action 02 « Industries Culturelles » du programme 334 « Livre et industries culturelles ».

Notre intention n’est pas de ponctionner le programme 334 et nous appelons le Gouvernement à lever ce gage.